



VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Au cœur des témoignages #MeTooGarçons, les dégâts d'une « idéologie de la virilité »

Sous le mot-dièse #MeTooGarçons, lancé par le comédien Aurélien Wiik, les témoignages d'hommes victimes de violences sexuelles affluent. Longtemps, ces récits ont été inaudibles, notamment en raison des stéréotypes liés à la masculinité.

Marine Turchi - 26 février 2024 à 20h51

Ce sont quelques lignes sur son compte Instagram qui ont déclenché une avalanche de témoignages. Le 22 février, le comédien Aurélien Wiik a révélé avoir été « abusé », de ses 11 ans à ses 15 ans, « par son agent » et avoir « porté plainte à 16 ans » car son agresseur « le faisait à d'autres » : « Je l'ai envoyé en prison, il a pris cinq ans. » Et l'acteur de 43 ans d'appeler d'autres victimes à se manifester, sous le mot-dièse #MeTooGarçons.

Depuis, les témoignages affluent. Des récits entiers, crus. Parfois des bribes, une date, un âge, un moment enfoui comme un traumatisme. Ou juste quelques mots, pour dire « moi aussi ». La plupart rapportent des violences subies lorsqu'ils étaient mineurs, de la part d'autres hommes.

« J'avais 12 ans, août 2001 ; 29 ans, mars 2019. » ; « J'avais 6 ou 7 ans. [...] Pas cru, un garçon ça se fait pas violer, voyons. Je sais précisément qui c'est. Quels gestes, quels mots, dans quel ordre. Maintenant ça va. Et ça ira ».

« Je crois que je ne pourrai jamais dire son nom, écrit sur X (ex-Twitter) un jeune auteur et metteur en scène. Je sais juste ce qu'il m'a fait. Je sais aussi que je le garde pour moi parce que cela détruirait d'autres personnes que moi-même. C'est terrible de pouvoir dire sans dire mais c'est le lot de beaucoup. » Sur le réseau social, un sociologue a aussi publié ces quelques mots : « De toute évidence pas prêt à en parler mais #MeTooGarçons. Content que le mouvement soit lancé. »

D'autres en disent un peu plus : « J'ai été victime à 7 ans d'un homme en situation de pouvoir et de domination. Jamais une femme n'a nié ou minimisé la douleur que j'exprimais. Les seuls qui en ont ri sont des hommes. La culpabilisation et la honte ont toujours été accentués par d'autres hommes. »

Un autre raconte qu'il avait « 6 ans », son cousin « 18 ans » et que « l'omerta » a régné dans la famille. « Je n'ai jamais arrêté de me sentir sale et coupable de ne pas avoir réagi. Ça revient de temps en temps dans ma tête. Que c'était ma faute. Que je ne suis pas en sécurité. »

Un militant des Écologistes évoque, également sur X, « un homme politique » qui lui « a proposé une place contre des faveurs », « des photos envoyées sans [son] consentement », « des caresses lors de [leurs] rencontres alors qu'[il était] contre », et raconte sa « peur de [se] retrouver seul avec lui ».

Le député La France insoumise Andy Kerbrat a quant à lui dévoilé avoir « été abusé de [ses] 3 à 4 ans par un prédateur, mort depuis donc sans possibilité d'avoir justice ». « On ne guérit pas d'avoir été une victime, mais on peut se réparer, lentement, et même devenir député. »

Et puis il y a ceux qui avaient déjà parlé, et qui racontent leur sentiment de solitude à l'époque. Comme Laurent Boyet, président de l'association Les Papillons, ancien membre de la Ciiivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants), qui avait, en 2017, « publiquement libéré [sa] parole des viols subis par [son] frère » quand il avait 6 ans. « Aujourd'hui, la vague #MeTooGarçons déferle. Garçons, filles, nous sommes surtout des victimes. Et plus rien ne sera jamais plus comme avant. Entendez-nous », a-t-il réagi sur X, le 24 février.

Le journaliste et écrivain Adrien Borne, victime d'un pédocriminel en colonie de vacances quand il avait 13 ans, raconte lui aussi s'être « senti bien seul » quand il a témoigné publiquement, en 2016. « Je vois émerger avec un mélange de terreur et de nécessité le #MeTooGarçons. [...] Je veux croire que les temps ont changé », dit-il aujourd'hui. Ce lundi soir, dans l'émission « C à vous », il

a expliqué qu'il ne voulait « *plus qu'il y ait de gêne* », même si « *c'est dur de s'exposer, parce qu'on parle de soi, de son intimité, de choses qui relèvent souvent de l'indicible* ».

Victime d'inceste entre ses 8 et 12 ans, et ancien membre de la Ciivise, Arnaud Gallais était d'abord « *dubitatif* » sur ce énième mot-dièse. Notamment parce que « *81 % des victimes sont des filles* ». Mais il estime que le mouvement #MeTooGarçons « *s'inscrit pleinement dans l'ère #MeToo* » et dans le combat mené conjointement avec les « *causes féministes* ». « *Il faut vraiment qu'on arrive à s'unir* », a-t-il déclaré sur BFMTV, en soulignant le soutien de longue date d'associations comme Osez le féminisme, la Fondation des femmes, « *qui sont aux côtés des hommes qui ont été victimes* ».

Au-delà du soutien des associations, des élues féministes ont salué le courage de ceux qui ont pris la parole, comme la députée Sandrine Rousseau (Les Écologistes), les sénatrices Mélanie Vogel (Les Écologistes) et Laurence Rossignol (Parti socialiste). Celle-ci a rappelé le « *soutien massif des femmes et des féministes* » au mouvement #MeToo et s'est interrogée : « *Où sont les hommes qui soutiennent #MeTooGarçons ?* »

L'influence d'une « idéologie de la virilité »

Ce n'est pas la première fois qu'un mouvement de paroles de victimes spécifiquement masculines est lancé. En 2021, le mot-dièse #MeTooInceste avait été l'occasion de l'émergence de nombreux témoignages d'hommes victimes de pédocriminels durant leur enfance. Dans la foulée, sous le mot-dièse #MeTooGay, des milliers d'hommes gays avaient témoigné de violences sexuelles subies pendant l'enfance ou à l'âge adulte.

Alors que #MeTooGay posait des questions bien spécifiques et complexes sur « *la question du consentement dans les milieux gays, les générations de culture du consentement* », #MeTooGarçons, comme #MeToo, met sur la table la question « *du rapport de force, qui est à la fois une différence d'âge et de pouvoir social* », estime le sociologue Sébastien Chauvin, professeur associé à l'université de Lausanne, où il est codirecteur du Centre en études genre.

Longtemps, ces paroles d'hommes victimes de violences ont été inaudibles, tant la construction de la

masculinité – autour d'une injonction à la virilité – et l'homophobie ont empêché la prise en compte de ces violences.

« *Souvent, un garçon, quand il est victime comme moi, se dit : "Pourquoi tu t'es pas débattu", parce qu'on est dans une société où on a une représentation des hommes qui doivent savoir se battre, se défendre* », a relaté Arnaud Gallais en rappelant les « *mécanismes de sidération, d'emprise* » qui sont à l'œuvre dans ces violences, ainsi que le statut de dominant de l'agresseur par rapport à sa victime.

C'est d'ailleurs en partie à cause de ces stéréotypes que les victimes masculines majeures saisissent moins la justice, comme le relève une étude publiée en 2017 par des universitaires lilloises qui évoquent une « *invisibilisation* » de ces viols, qui ne sont « *pas sanctionnés judiciairement de la même façon* » et font les frais d'une certaine « *conception du viol* ».

Maxime, qui a témoigné dans Mediapart et porté plainte pour « *agression sexuelle* », en 2016, avec son frère et d'anciens camarades contre leur ancien chef scout (et policier gradé), en sait quelque chose. Dans son dossier, le fait que lui et les autres plaignants soient des hommes majeurs avait été source de préjugés.

En 2019, malgré un même mode opératoire dénoncé par les quatre jeunes hommes, un non-lieu avait été prononcé (rouvert, le dossier va bientôt être jugé devant la cour d'appel). Dans sa décision, la juge reconnaissait que la défense du chef scout (d'éventuels gestes involontaires dans son sommeil) pouvait paraître « *aberrante, voire absurde* », mais qu'il avait pu « *manifeste des désirs homosexuels* » et « *prendre des initiatives maladroites, voire déplacées* » avec les plaignants. Mais, selon la magistrate, « *rien ne permet d'assurer que ces agissements ont été imposés par violence, contrainte, menace ou surprise* » – les quatre éléments qui caractérisent l'agression sexuelle dans le Code pénal.

« **Il existe des clichés ou préjugés sur le fait que les hommes ne se laisseraient pas faire : dans l'imaginaire collectif, un homme ne s'écrase pas.** »

Maxime, qui a porté plainte contre son ancien chef scout

La juge avait écarté la contrainte morale et jugeait « *peu crédibles* » les explications de Maxime et de certains

plaignants (la sidération, l'ascendant de leur chef, etc.) concernant leur « absence de refus manifeste ». « Il existe des clichés ou préjugés sur le fait que les hommes ne se laisseraient pas faire : dans l'imaginaire collectif, un homme ne s'écrase pas », analyse-t-il, tout en précisant que « les femmes souffrent également du même cliché qui voudrait qu'elles soient forcément consentantes ». « Le résultat est le même, on rejette la responsabilité sur l'attitude des victimes au lieu de juger l'attitude des hommes qui agressent », déplore-t-il, tout en soulignant que le processus de sidération « s'applique de la même manière aux hommes qu'aux femmes victimes ».

Aujourd'hui, Maxime espère que cette « formidable » vague de témoignages permettra de prendre enfin conscience « du fait que les agressions sexuelles sont des questions de domination et d'abus de pouvoir ». Mais ce mot-dièse #MeTooGarçons ne doit pas « être une injonction à parler, et ne doit pas faire oublier tous ceux qui se taisent pour de multiples raisons, notamment juridiques », insiste-t-il. En procédure depuis huit ans, il sait la difficulté de « concilier liberté d'expression et présomption d'innocence » : « C'est quasi impossible pour les victimes, encore plus dans notre société où les agressions sexuelles restent largement impunies. »

Pour le sociologue Sébastien Chauvin, les violences subies par des garçons n'ont pas seulement été tuées à cause d'une « idéologie de la virilité », qui empêche « la mise en mots » et « la crédibilité du traumatisme », mais aussi en raison d'une « cécité » collective très ancienne.

« Quand on regarde les documentaires sur Michael Jackson, dans les années 1980-90, on se demande comment les familles des jeunes ont pu ne pas voir l'évidence, observe-t-il. Mais longtemps les agressions sexuelles des petits garçons n'étaient pas du tout dans les radars. La

préoccupation, c'était la protection de la dignité et de la virginité des filles. »

L'« invisibilisation des hommes victimes » est aussi liée, selon l'universitaire, à « la généalogie patriarcale des conceptions des violences sexuelles », qui « maintient les hommes comme des sujets de la relation » et « suppose un consentement masculin par défaut ».

Autre élément, selon le sociologue : le fait que « le consentement n'a pas les mêmes conséquences sociales si c'est un homme ou si c'est une femme ». Les viols contre les femmes, contre les enfants, tout comme les viols homophobes, « ne seront pas "juste" une agression, mais aussi une insulte, qui signifiera "sale femme", "sale môme" ou "sale gay/lesbienne" », souligne-t-il. « Pour les hommes, il peut y avoir des ruptures de consentement, y compris par des femmes, mais elles ne signifient jamais "sale homme", elles ne s'appuient pas sur des rapports sociaux qui viennent signifier une place dans une hiérarchie de genres ou autres. »

Enfin, insiste Sébastien Chauvin, si les violences subies par les hommes restent encore difficiles à exprimer, c'est aussi en raison de la difficulté à aborder le sujet « du consentement masculin ». « On marche sur des œufs car c'est un thème repris par les masculinistes, qui exploitent souvent les asymétries patriarcales mal déconstruites et vont dire : "Et les hommes victimes de violences, alors ?" Alors que les mêmes moquent les hommes victimes de violences qui témoignent de leur traumatisme », relève Sébastien Chauvin.

« C'est un peu comme la question de la violence féminine : l'euphémisation de la violence des femmes est un élément de sexisme et en même temps un thème masculiniste. »

Marine Turchi